

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29491]

18 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité et fixant le règlement d'usage et de contrôle de la marque collective « Le libraire »

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité;

Vu l'avis de la Commission d'aide à la librairie, rendu le 22 septembre 2010, et sa proposition de critères réalisée le 15 février 2012;

Vu l'avis n° 51.889/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° « Décret » : le décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité;
- 2° « Label » : la marque collective au sens de l'article 2 du décret;
- 3° « Secrétariat » : le Service général des Lettres et du Livre du Ministère de la Communauté française;
- 4° « Inspection » : le Service général de l'Inspection de la Culture du Ministère de la Communauté française;
- 5° « Ministre » : le Ministre ayant la Culture dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — *Du règlement d'usage et de contrôle de la marque collective « Le libraire »**Section 1^{re}. — Dénomination, représentation graphique et usage du label de qualité « Le libraire »*

Art. 2. § 1^{er}. La dénomination de la marque visée à l'article 2, alinéa 2, du décret instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité est « Le libraire ».

§ 2. Les signes distinctifs suivants matérialisent la marque « Le libraire » :

- 1° une marque figurative comprenant les mots « Le libraire » et un élément figuratif composé de deux cercles superposés;
- 2° l'ensemble de ce logotype est constitué des mots « Le libraire » et de l'élément figuratif composé de deux cercles insérés dans un cartouche de forme carrée;
- 3° cette marque peut être réalisée soit en noir et blanc soit en rouge et blanc dont le code pantone est PMS 1945.

Le modèle du logotype est annexé au présent arrêté.

Toute reproduction du logotype respecte le graphisme repris aux points 1°, 2° et 3° du présent paragraphe.

La seule modification autorisée est l'agrandissement ou la réduction de la représentation graphique du label de qualité.

§ 3. La dénomination et le logotype peuvent être reproduits dans tout document utilisé par les usagers visés à l'article 4 pour présenter leur librairie, notamment papier à en-tête, carte de visite, site internet et peuvent être apposés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la librairie.

Art. 3. Sont autorisés à apposer le label de qualité, toutes les personnes physiques ou morales, propriétaires ou exploitant d'une librairie générale ou spécialisée, à condition :

- 1° d'avoir obtenu la reconnaissance et de respecter le présent arrêté;
- 2° d'accepter les contrôles prévus, et d'y collaborer pleinement, tant sur les lieux d'établissement de la librairie qu'en tout autre lieu où pourront se trouver tous documents ou autres éléments pertinents pour ces contrôles.

Section 2. — Conditions de reconnaissance et d'obtention de l'autorisation d'usage du label de qualité

Art. 4. § 1^{er}. Pour obtenir et conserver la reconnaissance autorisant l'utilisation du label de qualité « Le libraire », une librairie répond aux critères suivants :

- 1° être en activité depuis au moins deux exercices comptables accomplis;
- 2° se situer dans un local aisément accessible au grand public et être ouverte au moins cinq jours sur sept à raison de minimum 35 heures par semaine;
- 3° avoir un chiffre d'affaires net réalisé avec la vente de livres neufs au détail représentant au moins 60 % du chiffre total net du point de vente. Les chiffres des deux exercices comptables de l'exploitation précédant le moment de la demande d'attribution du label sont pris en compte;
- 4° disposer en magasin (exposés ou en stock) et proposer à la vente une offre diversifiée de titres :
 - a) au moins 3 000 titres pour une librairie d'assortiment spécialisé, sauf dans les domaines éditoriaux « jeunesse » et « bande dessinée »;

b) au moins 6 000 titres pour une librairie d'assortiment général réalisant six cent mille euros ou moins hors taxe de chiffre d'affaires annuel en vente de livres au détail ou pour une librairie d'assortiment spécialisé dans le domaine éditorial "jeunesse" ou "bande dessinée";

c) au moins 10 000 titres pour une librairie d'assortiment général réalisant plus de six cent mille euros hors taxe de chiffre d'affaires annuel en vente de livres au détail ou pour une librairie d'assortiment spécialisé dans le domaine éditorial « jeunesse » ou « bande dessinée »;

5° se fournir, sur le marché francophone, auprès de distributeurs et d'éditeurs diversifiés et dans tous les cas, avoir l'autonomie du choix de son approvisionnement;

Celui-ci ne peut être captif, c'est-à-dire déterminé par un distributeur, un grossiste, une centrale d'achat ou toute entité autre que la librairie elle-même;

6° au moins 40 % des titres en magasin doivent être des ouvrages de fonds, c'est-à-dire parus chez l'éditeur depuis un an et plus;

7° affecter aux frais des personnels dédiés à l'activité de vente de livres :

a) au moins 10 % de leur chiffre d'affaires annuel réalisé avec la vente de livres si celui-ci est inférieur à six cent mille euros;

b) au moins 12,5 % de leur chiffre d'affaires annuel réalisé avec la vente de livres si celui-ci est supérieur à six cent mille euros;

Ces frais comprennent les salaires et les charges sociales afférentes, ainsi que, le cas échéant, les autres éléments de rémunération du personnel;

8° disposer en magasin d'au moins 200 titres d'auteurs et/ou d'illustrateurs de nationalité belge ou résidant en Belgique, toutes catégories de livres et toutes collections confondus;

9° accepter la commande à l'unité pour tout livre en langue française correspondant à leur type de magasin, qu'il s'agisse d'une librairie générale ou spécialisée, et en assurer le suivi dans le meilleur délai;

10° posséder et utiliser des outils de recherche bibliographique pour les ouvrages en langue française tels que revues professionnelles, banques de données commerciales bibliographiques permettant les commandes;

11° établir un programme de formation destiné à son personnel.

Le programme de formation visé au point 11° du présent paragraphe est au minimum annuel. Il prévoit des objectifs et un calendrier de réalisation.

Une participation minimale de deux demi-journées par an est obligatoire.

Ces formations peuvent, entre autres, être suivies notamment auprès de la Communauté française, du Syndicat des Libraires francophones de Belgique (SLFB), du Partenariat interprofessionnel du Livre et de l'Édition numérique (PILEn), de l'Institut de formation en alternance des petites et moyennes entreprises (IFAPME).

§ 2. Les librairies établies dans des communes de moins de 20 000 habitants où elles constituent le seul point de vente de livres peuvent détenir le label de librairie de qualité, même si, en raison de l'importance de leur clientèle, elles ne peuvent satisfaire à deux des critères énoncés au § 1^{er}, pour autant qu'elles s'engagent à respecter ceux-ci dans un délai raisonnable, selon un plan déposé au moment de la demande d'octroi du label.

Section 3. — Procédures de reconnaissance et d'obtention, de contrôle des conditions d'usage, de cession du label de qualité et procédure de recours

Sous-section 1^{re}. — Procédure d'octroi du label de qualité

Art. 5. § 1^{er}. Pour être recevable, toute demande de reconnaissance donnant l'autorisation d'utiliser le label de qualité est adressée au Secrétariat, accompagnée notamment des documents suivants permettant d'établir le respect des conditions d'usage conformément à l'article 4 :

1° le formulaire de demande, mis à disposition par le Secrétariat, dûment complété;

2° si le demandeur est une personne morale, une copie des statuts en vigueur tels que publiés au *Moniteur belge*;

3° les comptes et bilan des deux exercices civils précédant la demande de reconnaissance;

4° trois photographies intérieures et extérieures de la librairie.

Le cas échéant, la librairie candidate transmet toute information complémentaire ou toute pièce justificative demandée par le Secrétariat permettant de vérifier le respect des conditions reprises aux articles 3 et 4.

§ 2. Le Secrétariat accuse réception des demandes de reconnaissance et s'assure de leur recevabilité, conformément aux dispositions reprises au § 1^{er}.

Lorsque le dossier est complet, le Secrétariat le communique à la Commission d'aide à la librairie.

Si le dossier n'est pas complet, le Secrétariat le notifie à la librairie candidate dans les trente jours qui suivent sa réception, en lui précisant les éléments manquants.

Art. 6. Le Ministre se prononce sur l'octroi de la reconnaissance conférant l'autorisation d'utiliser le label « Le libraire » dans un délai de soixante jours à compter de la réception de l'avis de la Commission d'aide à la librairie et précise la date de prise d'effet de sa décision.

Le Secrétariat notifie cette décision à la librairie candidate, par lettre recommandée dans un délai de quinze jours à dater de la décision et lui adresse, le cas échéant, le matériel promotionnel du label.

Sous-section II. — Procédure de contrôle des conditions d'usage du label de qualité

Art. 7. § 1^{er}. Le Secrétariat exerce un contrôle du respect des conditions de reconnaissance et d'usage du label de qualité, à son initiative, sur demande du Ministre ou de tout tiers intéressé.

L'Inspection peut être chargée de faire rapport sur le respect des critères énumérés à l'article 4.

§ 2. Au cas où un contrôle révèle le non-respect de tout ou partie des conditions de reconnaissance et d'usage du label de qualité, le Secrétariat le notifie par lettre recommandée à la librairie reconnue et énonce les mesures permettant de restaurer la conformité à ces conditions.

Est assimilé à un constat de non-conformité le refus du contrôle ou l'obstruction mise à celui-ci.

Un deuxième contrôle est effectué au plus tard dans les nonante jours qui suivent la notification visée à l'alinéa 1^{er}. Les résultats de celui-ci sont notifiés par le Secrétariat à la librairie reconnue.

Si le second contrôle révèle que la non-conformité persiste plus de nonante jours après la première notification, le dossier est transmis à la Commission d'aide à la librairie qui entend la librairie reconnue ou lui demande des explications écrites. Elle émet ensuite un avis motivé quant au retrait de la reconnaissance conférant l'autorisation d'usage du label.

Cet avis est transmis, sans délai, au Ministre par le Secrétariat, le cas échéant, accompagné d'un projet de décision de retrait de la reconnaissance conférant l'autorisation d'utilisation du label de qualité.

La décision du Ministre quant au retrait éventuel de la reconnaissance conférant l'autorisation d'usage du label est notifiée dans les quinze jours de la décision, par le Secrétariat par courrier recommandé, à la librairie.

Le retrait emporte la perte immédiate du droit d'utiliser le label de qualité.

Sous-section III. — Cession du label de qualité

Art. 8. Le label de qualité ne peut être cédé à un tiers qu'en cas de vente de la librairie concernée entraînant une cession des actifs utilisés de cette librairie et que moyennant transmission par le cédant au Secrétariat de l'engagement écrit du cessionnaire de respecter le décret et le présent arrêté.

La cession du label de qualité n'a d'effet qu'après vérification par la Communauté française que les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont satisfaites.

Après avis de la Commission d'Aide à la librairie, le Ministre accepte ou refuse la cession de l'autorisation d'utilisation du label de qualité dans un délai de soixante jours à compter de la réception du dossier complet. Cette décision est notifiée par le Secrétariat au cédant et au cessionnaire par courrier recommandé.

Sous-section IV. — Procédure de recours

Art. 9. § 1^{er}. Dans un délai de quinze jours à dater de la notification d'une décision de refus de reconnaissance conférant l'autorisation d'usage du label de qualité, de retrait d'une telle reconnaissance ou de refus d'une cession, la librairie candidate ou titulaire d'une reconnaissance qui s'estime lésée par la décision, peut former un recours auprès du Ministre.

Sous peine d'irrecevabilité, ce recours est dûment motivé et accompagné de toute preuve matérielle justifiant son bien-fondé.

Ce recours est envoyé sous pli recommandé à la poste au Secrétariat et est communiqué dans les quinze jours à la Commission d'aide à la librairie et au Ministre.

§ 2. La Commission d'aide à la librairie émet un nouvel avis motivé dans un délai de nonante jours à compter de la réception du recours par le Secrétariat.

Le Secrétariat communique cet avis au Ministre, dans un délai de quinze jours à dater du délai prévu au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

La décision du Ministre est notifiée par le Secrétariat à la librairie candidate ou titulaire d'une autorisation, par lettre recommandée dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de l'avis visé à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

Si le Ministre confirme la décision négative, la librairie ne peut introduire une nouvelle demande d'obtention du label de qualité qu'à l'échéance d'un délai d'un an suivant la date de notification visée à l'alinéa 3.

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} août 2013.

Art. 11. Le Ministre qui a la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2013.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des libraires de qualité et fixant le règlement d'usage et de contrôle de la marque collective « Le libraire »

Logo label « le libraire »

Le logo existe en différentes versions : noir et blanc, couleurs quadri et PMS
 Les valeurs pour la quadrichromie sont : C10 % M100 % J60 % N15 %
 La référence Pantone est le PMS 1945

Pour une utilisation dans un logiciel de la suite Office (word, powerpoint, excell...) :
 utilisez les logos JPG (basse résolution) : couleur et noir et blanc, positif et négatif



Pour une utilisation dans un logiciel graphique :
 utilisez les logos vectorisés au format EPS ou PDF (haute résolution) :
 quadri, pantone, noir et blanc positif et négatif.



Pour une utilisation web
 utilisez les logos JPG (basse résolution) : couleur et noir et blanc, positif et négatif



VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29491]

18 JULI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een erkenningsprocedure voor kwaliteitsboekhandels en tot vaststelling van het reglement voor het gebruik van het collectieve merk « Le libraire » en voor de controle op dat collectieve merk

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een erkenningsprocedure voor kwaliteitsboekhandels;

Gelet op het advies van de Commissie voor steunverlening aan boekhandels, verleend op 22 september 2010, en haar voordracht van criteria gedaan op 15 februari 2012;

Gelet op het advies nr. 51.889/4 van de Raad van State, gegeven op 24 september 2012 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Decreet » : het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een erkenningsprocedure voor kwaliteitsboekhandels;

2° « Label » : het collectieve merk in de zin van artikel 2 van het decreet;

3° « Secretariaat » : de Algemene dienst Letteren en Boek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° « Inspectie » : De Algemene dienst Cultuurinspectie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° « Minister » : de Minister bevoegd voor Cultuur.

HOOFDSTUK 2. — Reglement voor het gebruik van het collectieve merk « Le libraire » en voor de controle op dat collectieve merk

Afdeling 1. — Benaming, grafische representatie en gebruik van de kwaliteitslabel « Le libraire »

Art. 2. § 1. De benaming van het merk bedoeld bij artikel 2, tweede lid, van het decreet tot instelling van een erkenningsprocedure voor kwaliteitsboekhandels is « Le libraire ».

§ 2. Het merk « Le libraire » wordt gekenmerkt door de volgende distinctieve tekens :

1° een figuurmerk met de woorden « Le libraire » en een figurelement samengesteld uit twee op elkaar gestapelde cirkels;

2° het geheel van dat logotype wordt samengesteld uit de woorden « Le libraire » en het figurelement bestaande uit twee cirkels ingelast in een vierkante cartouche;

3° dit merk kan ofwel in zwart/wit ofwel in rood/wit verwezenlijkt worden en de pantone code is PMS 1945.

Het model van logotype wordt bij dit besluit gevoegd.

Elke reproductie van het logotype neemt het grafisme in acht opgenomen bij de punten 1°, 2° en 3° van deze paragraaf.

De enige wijziging van het logotype die toegestaan wordt is de vergroting of de verkleining van de grafische representatie van de kwaliteitslabel.

§ 3. De benaming en het logotype kunnen gereproduceerd worden in enig document gebruikt door de gebruikers bedoeld bij artikel 4 om hun boekhandel voor te stellen, inzonderheid papier met briefhoofd, presentatiekaarten, internetsite en kunnen zowel buiten als binnen de boekhandel voorkomen.

Art. 3. Toegelaten worden de kwaliteitslabel aan te plakken, alle natuurlijke of rechtspersonen, eigenaar of uitbater van een algemene of gespecialiseerde boekhandel, op voorwaarde dat :

1° ze de erkenning hebben gekregen en ze dit besluit in acht nemen;

2° ze de geplande controle aanvaarden, en er volledig aan meewerken, zowel op de vestigingsplaats van de boekhandel als op elke andere plaats waar de documenten of elk ander relevant element zich zouden (zou) bevinden in verband met deze controle.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor de erkenning en het verkrijgen van de toelating tot gebruik van de kwaliteitslabel

Art. 4. § 1. Om de erkenning te krijgen en te behouden waarbij het gebruik van de kwaliteitslabel « Le libraire » wordt toegelaten, moet een boekhandel aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° in activiteit zijn sinds minstens twee volle boekjaren;

2° geplaatst zijn in een lokaal dat toegankelijk is voor het grote publiek en minstens vijf dagen op zeven naar rata van minimum 35 uur per week open zijn;

3° een netto-omzet hebben met de detailverkoop van nieuwe boeken die minstens 60 % van het netto totale cijfer van het verkooppunt vertegenwoordigt. De cijfers van twee boekjaren van exploitatie vóór het moment van de aanvraag om toekenning van de label worden in aanmerking genomen;

4° in winkel (voor directe koop of als stock) een gediversifieerd aanbod aan titels hebben en verkopen :

a) minstens 3 000 titels voor een boekhandel met een gespecialiseerd assortiment, behoudens op de gebieden van uitgave inzake « jeugd » en « stripverhalen »;

b) minstens 6 000 titels voor een boekhandel met een algemeen assortiment met als jaarlijkse omzet minstens 600 000 euro buiten taks als detailverkoop van boeken of voor een boekhandel van gespecialiseerd assortiment op het gebied van de uitgave inzake « jeugd » of « stripverhalen »;

c) minstens 10 000 titels voor een boekhandel met een algemeen assortiment met als jaarlijkse omzet minstens 600 000 euro buiten taks als detailverkoop van boeken of voor een boekhandel van gespecialiseerd assortiment op het gebied van de uitgave inzake « jeugd » of « stripverhalen »;

5° op de Franstalige markt, zich bij gediversifieerde verdelers en uitgevers bevoorraden en in alle gevallen, de autonomie hebben voor de keuze van zijn bevoorrading;

Deze mag niet captief zijn, d.w.z. bepaald worden door een verdeler, een groothandelaar, een aankoopcentrale of elke andere entiteit dan de boekhandel zelf;

6° minstens 40 % van de titels in winkel moeten fondsboeken zijn, d.w.z. verschenen sinds één jaar of meer;

7° voor de personeelskosten besteed aan de verkoop van boeken :

a) minstens 10 % van de jaarlijkse omzet verwezenlijkt met de verkoop van boeken als de omzet lager is dan 600 000 euro bestemmen;

b) minstens 12,5 % van de jaarlijkse omzet verwezenlijkt met de verkoop van boeken als de omzet hoger is dan 600 000 euro bestemmen;

Deze kosten omvatten de lonen en de ermee gepaard gaande sociale lasten, alsook, desgevallend, de andere elementen voor de bezoldiging van het personeel;

8° in winkel over minstens 200 titels beschikken van auteurs en/of illustrators die de Belgische nationaliteit hebben of die in België verblijven, alle boeken categorieën en collecties tezamen;

9° de bestelling per eenheid aanvaarden voor enig boek in de Franse taal dat overeenstemt met het type winkel, of het om een algemene of een gespecialiseerde boekhandel gaat, en voor de follow-up ervan zorgen binnen de beste termijn;

10° bibliografische onderzoeksinstrumenten ter beschikking hebben en gebruiken voor de Franstalige boeken zoals beroepstijdschriften, bibliografische commerciële databanken voor de bestellingen;

11° een opleidingsplan uitbouwen voor het personeel.

Het opleidingsplan bedoeld bij punt 11° van deze paragraaf moet minimum jaarlijks ingericht worden. Het zorgt voor doeleinden en een tijdschema voor de verwezenlijking ervan. Een minimale deelneming van twee halve dagen per jaar is verplicht.

Deze opleidingen kunnen, onder andere, gevolgd worden bij de Franse Gemeenschap, het « Syndicat des Libraires francophones de Belgique (SLFB) », het « Partenariat interprofessionnel du Livre et de l'Édition numérique (PILEn) », het « Institut de formation en alternance des petites et moyennes entreprises (IFAPME). »

§ 2. De boekhandels gevestigd in gemeentes van minder dan 20 000 inwoners waar ze het enige verkooppunt van boeken zijn kunnen de label van kwaliteitsboekhandel hebben, ook al ze, als gevolg van hun omvangrijke cliënteel, aan twee van de criteria opgesomd bij § 1 niet kunnen voldoen, voor zover ze zich ertoe verbinden deze binnen een redelijke termijn in acht te zullen nemen, volgens een plan ingediend op het moment van de aanvraag om toekenning van de label.

Afdeling 3. — Procedures voor het erkennen en het verkrijgen van de kwaliteitslabel, het controleren van de voorwaarden voor het gebruik van de kwaliteitslabel, het afstaan van de kwaliteitslabel, en beroepsprocedure

Onderafdeling I. — Procedure voor de toekenning van de kwaliteitslabel

Art. 5. § 1. Om ontvankelijk verklaard te kunnen worden, moet elke aanvraag om erkenning die de toelating verleent de kwaliteitslabel te gebruiken aan het Secretariaat gericht worden, samen met, onder andere, de volgende documenten die toelaten het inacht nemen van de gebruiksvoorwaarden overeenkomstig artikel 4 vast te stellen :

1° het aanvraagformulier, ter beschikking gesteld door het Secretariaat, behoorlijk ingevuld;

2° indien de aanvrager een rechtspersoon is, een afschrift van de geldende statuten zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

3° de rekeningen en de balans van twee boekjaren vòòr de aanvraag om toekenning;

4° drie interne en externe foto's van de boekhandel.

Desgevallend, zendt de aanvragende boekhandel elke aanvullende informatie of elk verantwoordingsstuk die (dat) door het Secretariaat gevraagd zou worden om na te gaan of de voorwaarden vermeld in de artikelen 3 en 4 in acht worden genomen.

§ 2. Het Secretariaat bericht goede ontvangst van de aanvragen om erkenning en gaat na of ze ontvankelijk zijn, overeenkomstig de bepalingen van § 1.

Wanneer het dossier volledig is, zendt het Secretariaat het aan de Commissie voor steunverlening aan boekhandels over.

Als het dossier niet volledig is, geeft het Secretariaat er kennis van aan de aanvragende boekhandel binnen de dertig dagen van de ontvangst ervan, met vermelding van de ontbrekende elementen.

Art. 6. De Minister spreekt zich over de toekenning van de erkenning waardoor de label « Le libraire » gebruikt mag worden binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie voor steunverlening aan boekhandels uit en bepaalt de datum van uitwerking van zijn beslissing.

Het Secretariaat geeft kennis van deze beslissing aan de aanvragende boekhandel, bij een aangetekende brief, binnen een termijn van veertien dagen vanaf de beslissing en zendt hem, desgevallend, het promotiemateriaal van de label, toe.

Onderafdeling II. — Controleprocedure voor de voorwaarden voor het gebruik van de kwaliteitslabel

Art. 7. § 1. Het Secretariaat oefent toezicht op de inachtneming van de voorwaarden inzake erkenning en gebruik van de kwaliteitslabel, op eigen initiatief, op aanvraag van de Minister of van elke betrokken persoon, uit.

De Inspectie kan ermee belast worden verslag uit te brengen over de inachtneming van de criteria opgesomd bij artikel 4.

§ 2. Ingeval bij een controle blijkt dat een deel of het geheel van de voorwaarden inzake erkenning en gebruik van de kwaliteitslabel niet in acht wordt genomen, geeft het Secretariaat er kennis van bij aangetekende brief aan de erkende boekhandel en vermeldt de maatregelen die ertoe zouden leiden dat deze voorwaarden opnieuw volledig in acht zouden worden genomen.

Wordt gelijkgesteld met een vaststelling van niet-inachtneming, de weigering van een controle of de belemmering ervan.

Een tweede controle wordt uitgeoefend ten laatste binnen de negentig dagen die op de kennisgeving volgen bedoeld bij het eerste lid. Van de resultaten van deze controle wordt aan de erkende boekhandel door het Secretariaat kennisgegeven.

Indien uit de tweede controle blijkt dat de niet-achtning steeds aanwezig is meer dan negentig dagen na de eerste kennisgeving, wordt het dossier aan de Commissie voor steunverlening aan boekhandels overgezonden, die de erkende boekhandel hoort of hem om geschreven uitleg vraagt. Daarna brengt ze een met redenen omkleed advies uit over de intrekking van de erkenning waarbij het gebruik van de label toegelaten werd.

Zonder verwijl wordt dit advies aan de Minister door het Secretariaat, desgevallend, met een ontwerp van beslissing tot intrekking van de erkenning waarbij de toelating tot gebruik van de kwaliteitslabel werd gegeven, meegedeeld.

Van de beslissing van de Minister tot intrekking van de erkenning waarbij de toelating tot gebruik van de kwaliteitslabel werd verleend, wordt door het Secretariaat per aangetekende brief aan de boekhandel kennisgegeven.

De intrekking brengt met zich het onmiddellijke verlies mee van het recht om de kwaliteitslabel te gebruiken.

Onderafdeling III. — Afstaan van de kwaliteitslabel

Art. 8. De kwaliteitslabel mag enkel aan een derde afgestaan worden bij de verkoop van de betrokken boekhandel waarbij de activa gebruikt in deze boekhandel afgestaan worden en mits verzending aan het Secretariaat door de afstaande persoon van de schriftelijke verbintenis van de overnemende persoon om het decreet en dit besluit in acht te nemen.

Het afstaan van de kwaliteitslabel heeft enkel uitwerking na verificatie door de Franse Gemeenschap van de inachtneming van de voorwaarden bepaald bij het eerste lid.

Na advies van de Commissie voor steunverlening aan boekhandels, neemt de Minister het afstaan aan, of weigert het, van de toelating om de kwaliteitslabel te gebruiken binnen een termijn van negentig dagen vanaf de ontvangst van het volledige dossier. Van deze beslissing wordt aan de afstaande persoon en de overnemende persoon door het Secretariaat bij een aangetekende brief kennis gegeven.

Onderafdeling IV. — Beroepsprocedure

Art. 9. § 1. Binnen een termijn van veertien dagen vanaf de kennisgeving van een beslissing tot weigering van de erkenning waarbij het gebruik van de kwaliteitslabel toegelaten zou worden, tot intrekking van een dergelijke erkenning of tot weigering van een overnameprocedure, kan de aanvragende boekhandel of de boekhandel die titularis is van een erkenning, die acht dat hij benadeeld wordt door de beslissing, een beroep bij de Minister instellen.

Op straffe van onontvankelijkheid, moet dat beroep degelijk met redenen omkleed zijn en samen gaan met elk materieel bewijs dat zijn gegrondheid zou aantonen.

Dat beroep wordt per aangetekende brief via de post aan het Secretariaat toegezonden en wordt binnen de veertien dagen aan de Commissie voor steunverlening aan boekhandels en aan de Minister meegedeeld.

§ 2. De Commissie voor steunverlening aan boekhandels brengt een nieuw advies, met redenen omkleed, binnen een termijn van negentig dagen vanaf de ontvangst van het beroep door het Secretariaat, uit.

Het Secretariaat deelt dat advies aan de Minister mee, binnen een termijn van veertien dagen vanaf de termijn bedoeld bij paragraaf 2, eerste lid.

Van de beslissing van de Minister wordt door het Secretariaat aan de aanvragende boekhandel of de boekhandel die titularis is van een toelating, bij aangetekende brief, binnen een termijn van vijfenveertig dagen vanaf de ontvangst van het advies bedoeld bij het eerste lid van deze paragraaf, kennisgegeven.

Indien de Minister de negatieve beslissing bevestigt, kan de boekhandel enkel een nieuwe aanvraag om toekenning van de kwaliteitslabel indienen na het verstrijken van een termijn van één jaar na de datum van de kennisgeving bedoeld bij het derde lid.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 2013.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2013.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN